

**LES AFFAIRES DE L'ASSOCIATION**

Publication de l'ADGSQ



# RA<sub>2024-2025</sub>

Rapport annuel

# TABLE DES MATIÈRES

Le rapport du président	1
Mot du directeur exécutif	5
Nos relations avec le MEQ	6
Les affaires internes	11
Les conditions de travail	14
Les résultats financiers et prévisions budgétaires	19
Les collaborateurs à la rédaction	20
Gouvernance	21

Les Affaires de l'Association est une publication officielle de l'ADGSQ.

**Note au lecteur**

Le générique masculin est utilisé sans discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

# LE RAPPORT DU PRÉSIDENT

## ANNÉE 2024-2025: UNE ANNÉE CHARNIÈRE



L'année 2024-2025 constitue une étape déterminante pour notre Association. En effet, les réformes introduites par la Loi sur l'instruction publique, notamment à travers le projet de loi n<sup>o</sup> 23, ont eu un impact considérable sur notre association. Ces modifications ont placé les directeurs généraux des centres de services scolaires (DG-CSS) sous l'autorité directe du ministre, avec une nomination qui sera dorénavant orchestrée par le Secrétariat aux emplois supérieurs (SES). Cette réforme a posé un défi majeur pour l'unité de notre Association, voire pour sa pérennité sous la forme que nous connaissions jusqu'alors.

Dès l'année précédente, nous avons résolument pris une position en faveur de l'unité de nos membres au sein d'une même association. De plus, nous avons décidé de traiter de l'amélioration de nos conditions de travail afin d'assurer une cohérence entre celles des DG des CSS, des DG des commissions scolaires (DG-CS) et des directions générales adjointes (DGA). Toutefois, cette position n'était pas acquise auprès de nos interlocuteurs gouvernementaux.

De plus, en complémentarité aux formations obligatoires qui seront offertes par le MEQ, le CPDP pourra poursuivre ses activités permettant aux membres une optimisation de leur développement professionnel.

Dans ce contexte, la reconnaissance formelle de l'Association par nos partenaires gouvernementaux et la reconnaissance de l'importance d'une cohérence dans les conditions de travail et leur formation continue représentent sans conteste l'une de nos réalisations majeures de l'année 2024-2025.

### **Modification de la gouvernance : Une nouvelle approche à apprivoiser**

Au cours de l'année, un changement significatif a affecté la gouvernance de notre Association avec l'évolution du rôle de président. Celui-ci a évolué pour devenir celui de président des instances de l'Association, marquant ainsi une modification du rôle traditionnel de porte-parole vis-à-vis les partenaires du réseau.

Cette évolution a constitué un défi considérable. En effet, les relations directes et spontanées entre le président et les partenaires (ministère, présidents d'associations, organismes partenaires, etc.) ont dû être réorganisées afin de maintenir une continuité dans notre dialogue, tout en veillant à ce que le président conserve une distance professionnelle appropriée par rapport au ministre et au ministère. Ce processus a impliqué des ajustements constants et des rappels réguliers pour clarifier cette nouvelle fonction.

# LE RAPPORT DU PRÉSIDENT

Bien que le président ne soit plus l'interlocuteur direct avec nos partenaires, des rencontres hebdomadaires ont été organisées avec M. Normand Lessard, notre directeur exécutif, et nos partenaires de la Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ) afin d'assurer une communication fluide, de préparer et de coordonner nos positions stratégiques face aux enjeux émergents en éducation, tout en respectant les rôles respectifs de chacun.



**La Fédération**  
des centres de services  
scolaires du Québec

*MERCI!*

## Mise en œuvre des changements instaurés par le projet de loi n° 23

L'application des nouvelles mesures prévues par le projet de loi n° 23 a constitué un enjeu majeur cette année, car ces modifications touchent notamment la nomination et le processus de supervision des DG des CSS. Bien que les DG des CS et les DGA ne soient pas directement affectés par ces réformes, elles ont le potentiel de transformer les pratiques dans le réseau, et pourraient éventuellement les concerner. Nous avons donc concentré nos efforts sur plusieurs aspects essentiels liés aux conditions de travail des directeurs généraux des CSS, ainsi qu'à celles des DG des CSS, des DG des CS et des DGA.

- **Processus de nomination :** Dans un premier temps, l'Association a travaillé conjointement avec le MEQ et le Secrétariat aux emplois supérieurs (SES) sur l'élaboration d'un profil de compétences. Lors des différentes étapes de consultation, nous avons pu émettre des commentaires pertinents afin que le profil en question reflète la réalité des DG dans leur milieu. Nous avons également accueilli positivement la reconnaissance de l'expertise en éducation du SES dans la nomination des premiers DG des CSS par le Conseil des ministres. Toutefois, certaines préoccupations ont émergé concernant le processus de nomination. Grâce à nos représentations, nous continuerons de travailler pour atténuer ces difficultés lors des futures nominations.



## LE RAPPORT DU PRÉSIDENT

- Évaluation des DG des CSS : Nos efforts se sont concentrés sur la mise en place d'un processus garantissant prévisibilité et opportunités de rectification dans les situations où la confirmation des nominations de certains DG à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2025 pourrait poser problème. Une fois les DG des CSS confirmés, nous nous concentrerons sur la mise en place d'un processus d'évaluation pour les années à venir.
- Conditions de travail : Tout au long de l'année, j'ai travaillé étroitement avec M. Normand Lessard, notre directeur exécutif, pour renforcer les liens entre le Comité des directeurs généraux (CDG), le CA, notre négociateur Me Clément Groleau et les membres de l'ADGSQ. Nous avons mis l'accent sur plusieurs priorités :
  - Consultation avec les membres : Une consultation large a été mise en place pour définir les priorités de l'ensemble de nos membres et les mandats de négociation.
  - Stratégies de négociation : En collaboration avec le CDG et sous la direction du CA, nous avons élaboré des stratégies pour aborder les négociations à venir avec nos interlocuteurs.
  - Préparation du soutien à nos mandats : Un rapport préparé par la firme comptable Raymond Chabot Grant Thornton nous a permis d'avoir une vue claire de notre situation salariale afin de soutenir nos priorités de négociation.
  - Communication efficace et stratégique : Nous avons veillé à maintenir une communication fluide pour que les membres soient régulièrement informés des progrès et des enjeux relatifs aux conditions de travail.

### Collaboration avec le ministère et les partenaires

Une de nos grandes réussites cette année a été de maintenir une relation de confiance avec le ministère de l'Éducation. Nous demeurons un interlocuteur clé, reconnu pour notre expertise et notre influence sur les enjeux complexes de l'éducation. La place qui nous est réservée dans les instances stratégiques et l'impact de nos interventions se ressentent dans plusieurs décisions gouvernementales. Certes, certaines orientations demeurent hors du contrôle de nos interlocuteurs, et par extension du nôtre, mais nous exerçons une influence qui, dans notre sphère, est enviée par de nombreux acteurs du milieu. Nous devons utiliser cette influence de manière stratégique, tout en étant conscients que, dans un domaine aussi sensible et politiquement chargé, nous ne détenons pas la balance du pouvoir décisionnel.

# LE RAPPORT DU PRÉSIDENT

## Conclusion

L'année 2024-2025 a été marquée par des défis, mais aussi par des réalisations concrètes et significatives pour l'Association. Nous avons su maintenir une cohésion solide entre nos membres, préserver nos liens avec nos partenaires clés et faire avancer les dossiers des directeurs généraux des CSS et des CS, ainsi que des directeurs généraux adjoints, dans un contexte législatif en pleine mutation.

Je tiens à saluer l'engagement exceptionnel et le travail remarquable de chaque membre de notre conseil d'administration au cours de l'année 2024-2025. Leur dévouement, leur expertise et leur collaboration ont été essentiels pour faire face aux défis multiples auxquels notre organisation a dû répondre. Ils ont porté votre voix au CA afin que nous puissions, ensemble, aborder les enjeux que vous avez portés à notre attention.

Finalement, je tiens à vous exprimer ma profonde gratitude pour votre soutien, votre engagement et votre précieuse collaboration. C'est un privilège inestimable de pouvoir compter sur un groupe aussi compétent pour faire progresser les priorités et les objectifs de notre Association. Merci à toutes et tous!

*Sylvain Racette*  
Président



## MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Les différentes activités de l'association au cours de la dernière année se sont réalisées en toute cohérence avec notre mission. Vous serez à même de constater à l'intérieur de ce rapport annuel que nous avons priorisé nos interventions en tenant compte de :

- Valoriser et s'assurer de la reconnaissance du statut de mes membres
- Promouvoir le développement professionnel de ses membres
- Contribuer, en tant qu'acteur de premier plan, au développement de l'éducation publique au Québec



### La collaboration et les partenaires

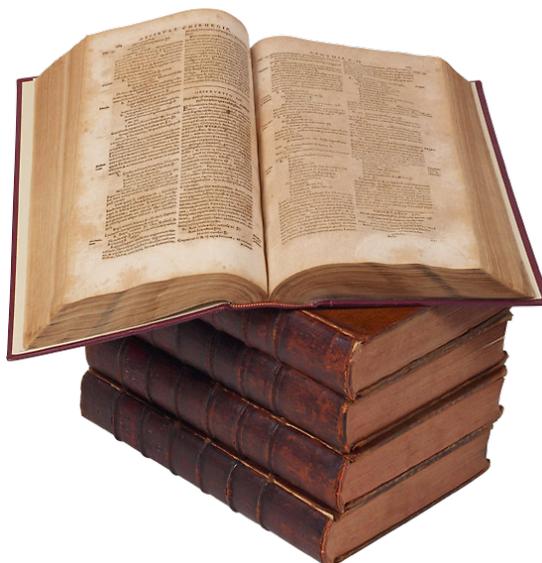
Dans une année de transition, avec le transfert du rôle de porte-parole de l'association vers son directeur exécutif, la collaboration a été de mise pour assurer une bonne évolution des dossiers qui peuvent impacter l'association dans ses différents mandats.

Grâce à un solide partenariat établi par nos présidents antérieurs, nous avons pu solidifier nos liens avec diverses associations de directions d'école et de cadres, avec la FCSSQ et le MEQ grâce à des rencontres régulières, voire hebdomadaires, avec ces deux derniers partenaires. Les sujets abordés ont permis à l'association de jouer son rôle dans le respect de son rôle et de celui de ses partenaires.

De plus, des rencontres avec les différentes associations de cadres, de directions d'école et de représentants des parents nous ont permis d'assurer une meilleure cohésion dans nos actions afin d'atteindre la mise en œuvre des volontés gouvernementales dans le réseau de l'éducation. Cette collaboration demeure essentielle à la réussite des élèves québécois.

Comme le mentionnait précédemment notre président dans son texte, nos efforts conjoints, membres du conseil d'administration et de tous les membres de l'association, sont à la base de cette reconnaissance du MEQ à notre égard, tant sur le plan des conditions de travail que sur celui de la formation continue. Le leadership affiché par l'ensemble des membres auprès de nos partenaires nous aura permis, jusqu'à présent, de jouer notre rôle de premier dirigeant.

*Normand Lessard*  
*Directeur exécutif*



## NOS RELATIONS AVEC LE MEQ

### Le groupe de travail sur les règles budgétaires

#### Rencontres 2024-2025

- 30 octobre 2024
- 20 décembre 2024
- 27 février 2025

#### Objectifs du comité

Ce comité consultatif du MEQ sert à la préparation et au suivi de l'application des règles budgétaires. Il sert également de lieu d'échange sur les préoccupations des participants. Les partenaires y soulèvent des enjeux liés à leur représentation. Le MEQ utilise cette tribune pour tâter le pouls du milieu face à des modifications ou transformations liées au budget.

#### Participants

Plusieurs représentants du ministère y sont présents. On y retrouve également des représentants de la FCSSQ, des associations de cadres, de directions d'école et les différentes fédérations des comités de parents.

*Suzie Lucas*  
*Vice-présidente ADGSQ*  
*Directrice générale du CSS des Navigateurs*



## NOS RELATIONS AVEC LE MEQ

### Groupe MEQ-partenaires sur la réflexion stratégique

#### Rencontres 2024-2025

- 23 octobre 2024
- 29 janvier 2025  
À venir
- 2 avril 2025
- 26 mai 2025

#### Objectifs du comité

Ce comité du MEQ sert à la reddition de comptes et à la consultation du plan stratégique du ministère. Il sert de lieu d'échange et du partage des enjeux liés à la réalité terrain des partenaires du MEQ.

#### Participants

Plusieurs représentants du ministère y sont présents. On y retrouve également des représentants de la FCSSQ, des associations de cadres des associations de cadres, de directions d'école et les différentes fédérations des comités de parents..

*Suzie Lucas*  
*Vice-présidente ADGSQ*  
*Directrice générale du CSS des Navigateurs*



## NOS RELATIONS AVEC LE MEQ

### Comité de gouvernance de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes (FP-ÉA)

Co-présidé par M<sup>me</sup> Pascale Lemay, sous-ministre adjointe, et un représentant de l'ADGSQ, le Comité de gouvernance de la FP-ÉA est composé de membres de l'équipe ministérielle et des représentantes et représentants d'associations francophones et anglophones du réseau (i.e. ADGCSAQ, ADGSQ, AQCS, AQPDE, FCSSQ, PROCEDE, TREAQ).

Le mandat donné à nos représentants au Comité de gouvernance FP-ÉA est de collaborer avec l'équipe ministérielle à la réalisation des dossiers stratégiques de ces secteurs et d'exercer un leadership d'expertise et d'influence. Depuis septembre, le Comité s'est réuni à deux reprises, en octobre et en décembre 2024. Deux rencontres subséquentes sont prévues avant la fin de l'année scolaire, soit en avril et en juin 2025.

Parmi les principaux dossiers travaillés cette année, il nous semble important de mentionner les suivants :

#### Francisation

Le comité de gouvernance a traité ce sujet de façon statutaire à chacune des rencontres cette année. Parmi les enjeux traités, les délais de traitement, le financement de ce service d'enseignement, la nouvelle plateforme du MIFI et le référencement.

Le niveau de collaboration entre les représentants du réseau, du MEQ et du MIFI continue de s'élever. Déjà, le financement de la francisation dans chaque CSS pour l'année scolaire 2025-2026 est annoncé, une prévisibilité demandée par le réseau depuis plusieurs mois.

#### Modernisation de la FP

Également traité statutairement par le comité de gouvernance, les grandes priorités identifiées par le réseau, c'est-à-dire le financement, la gestion de l'offre, la révision des programmes d'études et le soutien aux élèves, ont tous été discutés à plus d'une occasion.

Au-delà des actions mises en place depuis deux ans pour permettre au réseau et aux représentants du MEQ de collaborer au développement de solutions innovantes en lien avec ces priorités, des actions concrètes sont à prévoir au cours de la prochaine année, en particulier en lien avec la gestion de l'offre de formation et à l'agilité que requiert le réseau pour répondre adéquatement aux besoins du marché de l'emploi partout sur le territoire québécois.

## NOS RELATIONS AVEC LE MEQ

### Politique gouvernementale de l'éducation des adultes et de la formation continue

La nouvelle politique fait l'objet de discussions et d'échanges au Comité de gouvernance. Cinq grandes orientations ont été présentées à l'automne et finalement quatre grands thèmes, dans lesquels le cinquième est omniprésent, sont maintenant considérés. Au moment de rédiger ce court rapport, nous nous attendons à des annonces printanières relatives au lancement des travaux d'écriture de cette politique tant attendue par le réseau.

La contribution du réseau, comme celle de plusieurs autres instances et partenaires, n'est pas encore connue. Le sujet reviendra à l'ordre du jour des prochaines rencontres. Lors de celles-ci, un calendrier de consultation sera demandé par le réseau.

### Formation à distance (FAD)

Les représentants du réseau ont déposé un avis, assorti de plusieurs propositions, pour un financement granulé entre l'inscription et la sanction ayant pour objectif d'élever l'efficacité de ce dispositif d'enseignement.

Enfin, le réseau a réitéré avec une certaine vigueur sa proposition pour le développement d'une plateforme publique numérique nationale en formation à distance afin d'élever le niveau de persévérance, la qualification et la diplomation des élèves qui utilisent ce dispositif.

### Comité de liaison de l'enseignement secondaire et collégial (CLÉSEC)

Le réseau revient sur sa proposition de lancer des travaux sous l'égide du CLÉSEC, possiblement par le biais de sous-comités, pour mieux définir les passerelles DEP-DEC et de clarifier les chevauchements DEP-DEC. Les représentants du MEQ, en collaboration avec les partenaires du CLÉSEC, évoquent l'intention d'aller de l'avant avec des mandats spécifiques relatifs à ces enjeux.

### Quelques points travaillés par le Comité cette année :

- Les élèves internationaux :
- Préoccupations du réseau pour les formations de moins de 900 h qui limitent l'accès aux permis de travail.
- Pénurie de main-d'œuvre :



## NOS RELATIONS AVEC LE MEQ

- L'impact des offensives en construction et en santé sur l'offre de services en FP.
- APED :
  - o Le réseau demande de la prévisibilité et le retour de cette formation au DEP et à un diplôme d'état.
- AEP
  - o De la souplesse est demandée dans la gestion des enveloppes AEP régionales par le réseau. Ce dernier demande au MEQ de retirer toutes les restrictions possibles afin de permettre plus d'agilité en réponse au contexte politico-économique actuel. De part et d'autre, on recherche l'utilisation pleine et entière des enveloppes régionales partout au Québec.

En terminant, je tiens à remercier mes collègues du réseau et du ministère pour la qualité des échanges et l'effort de collaboration déployé par chacun. J'insiste pour saluer l'engagement et le dévouement de tous les acteurs impliqués dans le développement et l'évolution de la formation professionnelle, de la formation continue et de la formation générale des adultes.

Espérant ces informations utiles, recevez mes cordiales salutations.

*Alexandre Marion*  
 Directeur général  
 CSS des Hautes-Laurentides  
 Représentant de l'ADGSQ au Comité de gouvernance FP-ÉA

ASSURANCES AUTO, HABITATION  
 ET VÉHICULES DE LOISIRS

Membre de l'ADGSQ

**Profitez de  
 rabais exclusifs**

1 855 441-6016

**beneva**



## LES AFFAIRES INTERNES

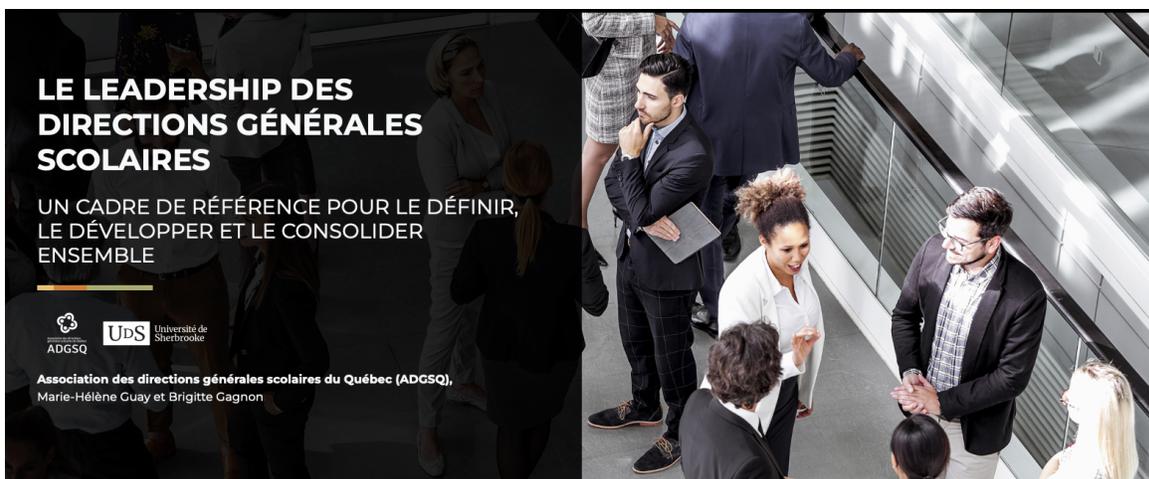
### Le comité de perfectionnement et de développement professionnel (CPDP)

Le bilan de la phase II de la recherche-action (2022-2025) menée par M<sup>mes</sup> Marie-Hélène Guay et Brigitte Gagnon en collaboration avec les membres du CPDP pour mesurer le déploiement de la mise en œuvre du Cadre de référence sur le leadership des directions générales aura marqué considérablement les activités du CPDP pour l'année 2024-2025. Les rencontres conjointes et simultanées auront permis aux membres de mettre en action, dans chacune des sections, des projets régionaux pour rehausser le niveau de leadership des DG-DGA selon leurs besoins. De plus, pour nos collègues anglophones, une version anglaise du Cadre de référence est maintenant disponible sur notre site Internet.

En suivi à la présentation du nouveau profil de compétences des directions générales des centres de services scolaires par le ministère de l'Éducation (MEQ), le CPDP a travaillé sur les liens de cohérence et de concordance entre notre Cadre de référence et le profil de compétences du MEQ. Pour optimiser le développement professionnel de nos membres, ces liens à établir sont cruciaux. Ceci nous permettra d'être complémentaire aux formations obligatoires offertes par le MEQ.

De plus, nous vivons cette année une troisième année d'un accompagnement mentorat collaboratif pour 9 de nos membres qui ne détiennent pas 45 crédits universitaires de 2<sup>e</sup> cycle pour accéder directement à notre programme de 3<sup>e</sup> cycle PIDIGECSS offert en collaboration avec l'Université de Sherbrooke. Cette même formation, qui avait été offerte pour la toute première fois l'année dernière, aura permis à 17 candidats d'effectuer un processus de reconnaissance des acquis et des compétences et de démarrer leur formation PIDIGECSS depuis l'existence de cette offre de service en 2022-2023.

Par ailleurs, nous avons eu cette année 78 membres qui se sont inscrits au PIDIGECSS. Ce nombre dénote la nécessité d'avoir un programme structuré et qualifiant d'introduction à la fonction pour une direction générale ou une direction générale adjointe dans le réseau scolaire.



## LES AFFAIRES INTERNES

Fort de ce succès, le conseil d'administration, sous la recommandation du CPDP, a accepté de poursuivre sa recherche-action avec une phase 3 (2025-2028) qui sera axée sur le mentorat individuel. Nos professeures-chercheuses de l'Université de Sherbrooke, M<sup>mes</sup> Guay et Gagnon, seront accompagnées notamment par M<sup>me</sup> Natalie Rinfret, professeure titulaire à l'ÉNAP, comme collaboratrice-chercheuse dans cette démarche. En s'inspirant des meilleures pratiques issues de la recherche pour des premiers dirigeants, notre volonté de formaliser notre approche guidera nos travaux.

Ainsi, le CPDP a rempli son principal mandat d'être la pierre angulaire de la formation continue des membres de l'association. La richesse et la coordination des formations offertes, dans la cohérence exprimée dans notre Cadre de référence sur le leadership des directions générales scolaires, sont primordiales pour avoir des leaders contemporains à la hauteur des attentes du gouvernement et de la population québécoise en regard de la réussite des élèves.

Finalement, j'aimerais remercier les membres du comité qui ont contribué à l'avancement extraordinaire des travaux au cours de la dernière année.

*Normand Lessard*  
Directeur exécutif

## NOS REPRÉSENTANTS AU CPDP

- Julie Lavigne
- Pierre Girard
- Lisa Rodrigue
- Isabelle F. Gilbert
- Sébastien Malenfant
- Lucie Roy
- Nadine Desrosiers
- Denise Simoneau
- Marylène Plante
- Anne-Frédérique Karsenti
- Sandra Nicol
- Jean-Pierre Bédard
- Eric Lauzon
- Stéphane Chaput
- Normand Lessard



### Ressources et collaboration

- Christian Provencher
- Sophie Laberge
- Sébastien Lecompte-Ducharme
- Mary-Lou McCarthy

### Partenaires de la recherche-action

- Marie-Hélène Guay
- Brigitte Gagnon

### Partenaire à l'accompagnement mentorat collaboratif

- Dominique Lachapelle

## LES AFFAIRES INTERNES

### Les instances

Dans le cadre de nos activités, nous avons tenu 12 rencontres, dont 3 extraordinaires. Nos discussions ont porté principalement sur les enjeux de notre vie associative et des mesures entourant l'entrée en vigueur des dispositions du projet de loi n° 23 qui a modifié la Loi sur l'instruction publique (LIP).

Avec les modifications apportées à notre règlement l'année dernière, le Conseil d'administration de l'ADGSQ a accueilli 3 nouveaux membres pour les postes réservés aux DGA. Ainsi, M<sup>mes</sup> Karina Roy, Pascale Gingras et M. Jack Chadirdjian ont dignement représenté leurs collègues.

Nous tenons à souligner le rôle important et complémentaire de la FCSSQ à l'atteinte de notre mission. La concertation du réseau demeure un enjeu important dans le cadre d'une gestion de proximité avec le ministère.

*Au nom de tous les membres de l'ADGSQ, nous remercions très chaleureusement nos collègues du conseil d'administration qui ont choisi de s'engager avec ferveur et passion afin de bien représenter leurs collègues de section au sein des instances de l'Association des directions générales scolaire du Québec*

Merci

### Un changement au conseil d'administration

En raison du départ à la retraite de l'un de nos membres, M. Yannick Roy, un nouveau représentant de la section Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec a été nommé en cours d'année, soit M. Michel Laplace. Ce même départ a eu pour effet de nommer de façon intérimaire M<sup>me</sup> Karina Roy à titre de secrétaire de l'Association.



**YANNICK ROY**

DG - CSS Harricana  
Secrétaire sortant

Représentant de la section 08  
Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec



**MICHEL LAPLACE**

DG - CSS de la Baie-James  
Nouvel administrateur

Représentante de la section 08  
Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec

## LES CONDITIONS DE TRAVAIL

### RAPPORT ANNUEL ADGSQ-CERA

Les membres de l'ADGSQ sont représentés par la Coalition de l'encadrement en matière de retraite et d'assurance (CERA) qui est une organisation vouée à la défense des intérêts des hors-cadres et des cadres de la fonction publique et parapublique dont notamment, les centres de services scolaires et commissions scolaires.



En 2024, elle représente plus de 2 200 cadres et hors-cadres, membres de douze associations et fédérations, auprès du gouvernement du Québec, de Retraite Québec, de Beneva et des autres organisations liées à nos régimes de retraite et d'assurance.

La CERA a pour mission de s'assurer que les intérêts des participants en matière de retraite et d'assurance soient bien défendus et que les services dispensés aux partenaires correspondent à leurs besoins et attentes.

Au cours de l'année 2024, l'assemblée des partenaires s'est réunie régulièrement et a tenu une assemblée générale annuelle.

Afin de vous informer de façon régulière, la CERA produit des Info aux partenaires qui vous sont transmis par le truchement des INFO-ADGSQ.

# LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Voici les faits saillants des travaux de la CERA en matière de retraite et d'assurance pour l'année 2024 :

## Retraite

- Travaux préparatoires aux discussions avec le Bureau de négociation gouvernementale (BNG) concernant les conditions de travail – volet retraite – dont le principal enjeu est l'identification d'une solution définitive et pérenne permettant de régler la problématique des coûts de transfert et ainsi assurer la maturité du régime tout en maintenant la participation des cotisants à l'administration de la caisse de retraite (suite à l'échéance, le 31 décembre 2022, de l'entente de compensation visant le RRPE);
- Travaux en cours relativement à l'établissement du droit de participer au RRPE;
- Révision des options de rente à la retraite et des droits de rente de retraite découlant d'un décès;
- Suivi du programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR);
- Participation à de nombreux sous-comités relatifs au comité de retraite du RRPE.



## Assurances

- Travaux préparatoires aux discussions avec le BNG concernant les conditions de travail – volet assurance – dont le principal enjeu est la mise à jour du niveau de couverture des frais pour les services professionnels selon les coûts actuels, tout en prévoyant des modalités de mise à jour de ces taux;
- Participation à plusieurs rencontres traitant de :
  - L'ajout de couverture de certains soins professionnels;
  - La couverture des médicaments contre l'obésité;
  - La pertinence d'inclure au contrat d'assurance certaines autres problématiques.

En ce sens, plusieurs démarches ont été réalisées afin de travailler en amont avec le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) et le BNG.

Aussi, la CERA est en lien avec la Caisse de dépôt et placement du Québec, gestionnaire des Fonds du RRPE et du RRAS, ainsi qu'avec Retraite Québec.

## LES CONDITIONS DE TRAVAIL

### Enjeux de l'année 2025

- Poursuite active des travaux afin d'élaborer et de proposer des améliorations significatives aux conditions liées à nos régimes de retraite et d'assurance dont les principaux enjeux sont énumérés ci-haut;
- Hausse du financement annuel de la CERA;
- Poursuite des travaux menés en 2024.

Enfin, nous nous assurons de collaborer étroitement avec les parties prenantes, notamment le Comité des directeurs généraux (CDG), afin de travailler simultanément sur les éléments liés aux autres enjeux de nos conditions d'emploi (volets salarial et normatif).

Il sera possible de consulter le rapport annuel de la CERA au cours des prochaines semaines. Celui-ci vous sera transmis par un INFO-ADGSQ.

*Julie Laberge, DGA  
CSS des Draveurs  
Représentante de l'ADGSQ à la CERA*

## NOS SERVICES AUX MEMBRES

L'ADGSQ offre plusieurs services aux membres. Pour plus d'informations sur ces services, communiquez avec le secrétaire général ou consultez le site Internet au [www.adgsq.ca](http://www.adgsq.ca)

**Aide individuelle - Soutien à l'exercice de la fonction- Références professionnelles**

**Perfectionnement - Régime de retraite - Application du Règlement**

**Relation de travail - Accompagnement à l'entrée en fonction - Assurances**

# LES CONDITIONS DE TRAVAIL

## Le comité des directeurs généraux (CDG)

Les membres de l'ADGSQ au sein du CDG se sont réunis fréquemment au cours de l'année en raison des discussions menant au renouvellement des conditions de travail de nos membres. Depuis la fin février, vos représentants se réunissent hebdomadairement pour se préparer adéquatement aux instances mises en place.

L'exercice vise à couvrir les années 2023 à 2028, tout comme pour les employés syndiqués et les cadres scolaires. En raison du moment névralgique pour l'association, notamment avec l'entrée en vigueur du projet de loi n° 23, l'ADGSQ a fait appel à Me Clément Groleau, un négociateur chevronné et reconnu en droit du travail, pour nous accompagner dans cette démarche.

En raison de la nomination des directions générales (DG) par le Conseil des ministres, sous la recommandation du ministre de l'Éducation, nous avons dû mettre en place 2 instances qui se déclinent comme suit :

1. Un comité MEQ-Secrétariat des emplois supérieurs (SES)-ADGSQ pour l'élaboration d'un décret ministériel sur les conditions d'emploi des DG des centres de services scolaires (CSS);
2. Le CDG, avec la Direction générale des relations de travail (DGRT), a maintenant pour fonction de convenir du renouvellement du Règlement sur les conditions d'emploi des DG des commissions scolaires et des directions générales adjointes (DGA) des commissions scolaires et des CSS.

Au moment d'écrire ces lignes, les discussions se déroulent rondement et vos représentants ont toujours comme préoccupation de vous informer régulièrement et le plus tôt possible des différents développements.



## LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Pour le dossier des assurances et du régime de retraite, nous collaborons étroitement avec la Coalition de l'encadrement en matière de retraite et d'assurance (CERA) où notre représentante, M<sup>me</sup> Julie Laberge, DGA au CSS des Draveurs, nous informe des plus récents développements. Nous vous invitons d'ailleurs à lire son texte dans la section ciblée spécifiquement sur ce sujet dans notre rapport annuel.

Je tiens à remercier nos collègues du CDG pour leur participation active aux activités du comité.

*Normand Lessard*  
*Directeur exécutif*



### Nos représentants au CDG

- Fabien Giguère
- Julie Laberge
- Gaëlle Absolonne
- Jack Chadirdjian
- Me Clément Groleau
- Normand Lessard

# LES RÉSULTATS FINANCIERS

## Les résultats prévisionnels 2024-2025

## Prévisions budgétaires 2025-2026

Alexandre Marion



**ADGSQ**  
États des résultats prévisionnels  
Pour l'exercice se terminant le 30 avril 2025 et budget 2025-2026

	Budget 2025/2026	Réel estimé 2024/2025	Budget 2023/2024	Budget 2022/2023
<b>PRODUITS</b>				
Cotisations annuelles	238 358 \$	157 537 \$	154 365,30 \$	154 779 \$
Cotisations des retraités	3 075 \$	2 850 \$	3 075,00 \$	3 600 \$
Droits d'entrée	350 \$	400 \$	350,00 \$	- \$
Congrès 2024 à retourner à BF	- \$	650 \$	4 250,00 \$	9 500 \$
Congrès (présenté net des dépenses)	35 000 \$	27 373 \$	40 052,54 \$	(1 000) \$
Colloque	10 000 \$	- \$	0,00 \$	- \$
Revenus d'intérêts	10 000 \$	10 905 \$	12 530,67 \$	9 065 \$
Commandite - bulletin	6 000 \$	- \$	6 120,00 \$	4 400 \$
Bourses	- \$	- \$	2 500,00 \$	16 250 \$
Convention Aide Financière MEQ	42 790 \$	42 790 \$	69 790,00 \$	104 080 \$
Perfectionnement	- \$	- \$	0,00 \$	881 \$
Consultation et formation loi 40	- \$	- \$	0,00 \$	- \$
Divers	9 000 \$	10 905 \$	8 700,00 \$	(1 560) \$
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>354 573 \$</b>	<b>253 410 \$</b>	<b>301 733,51 \$</b>	<b>299 994 \$</b>
<b>CHARGES</b>				
Salaire	125 000 \$	121 875 \$	107 880,75 \$	99 901 \$
Bénéfices marginaux (DAS)	16 000 \$	14 837 \$	11 602,53 \$	9 926 \$
Frais de secrétariat	3 750 \$	350 \$	3 504,04 \$	25 377 \$
Papeterie et frais de bureau	2 000 \$	5 299 \$	1 433,30 \$	1 127 \$
Assurance responsabilité	1 500 \$	1 500 \$	1 456,00 \$	1 444 \$
C.A.	40 000 \$	45 637 \$	35 471,94 \$	24 705 \$
Comités divers	15 000 \$	3 538 \$	13 451,99 \$	18 690 \$
Perfectionnement	2 500 \$	- \$	2 355,56 \$	6 564 \$
Site Web	1 500 \$	1 937 \$	1 235,24 \$	864 \$
Congrès rembourser à BF	- \$	- \$	6 500,00 \$	4 500 \$
Timbres / téléphone	1 523 \$	1 320 \$	1 320,00 \$	1 210 \$
Créances douteuses et irrécouvrables	500 \$	- \$	-368,97 \$	1 864 \$
Congrès	18 000 \$	113 872 \$	12 635,04 \$	10 471 \$
Colloque	2 000 \$	1 304 \$	9 009,82 \$	- \$
Frais légaux	1 800 \$	9 000 \$	1 300,00 \$	- \$
Honoraires de formation	800 \$	780 \$	400,00 \$	- \$
Honoraires de consultation	80 000 \$	133 381 \$	81 890,69 \$	48 849 \$
Honoraires de comptabilité	23 000 \$	21 711 \$	20 916,40 \$	20 480 \$
Honoraires de vérification	- \$	- \$	0,00 \$	- \$
Bulletin ADGSQ	- \$	- \$	0,00 \$	- \$
Cotisation	1 500 \$	6 046 \$	1 383,03 \$	1 927 \$
Bourses ADGSQ	- \$	2 784 \$	13 750,00 \$	- \$
Commandites ADGSQ	- \$	- \$	0,00 \$	- \$
P.A.E.	- \$	- \$	0,00 \$	- \$
Service santé Physimed	500 \$	2 940 \$	0,00 \$	500 \$
Civilités	2 000 \$	2 430 \$	626,41 \$	2 601 \$
Frais de transport	20 000 \$	18 168 \$	18 271,07 \$	21 742 \$
Frais bancaires	250 \$	228 \$	216,00 \$	200 \$
Service planification financière	6 500 \$	5 576 \$	6 643,62 \$	540 \$
Amortissement	500 \$	500 \$	500,00 \$	1 580 \$
Autres dépenses	2 000 \$	5 000 \$	4 767,12 \$	3 276 \$
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>368 123 \$</b>	<b>520 012 \$</b>	<b>358 151,58 \$</b>	<b>308 338 \$</b>
<b>Excédent des revenus sur les dépenses</b>	<b>(13 550) \$</b>	<b>(266 602) \$</b>	<b>(56 418) \$</b>	<b>(8 344) \$</b>

## NOS COLLABORATEURS

L'ADGSQ tient à remercier ses collaborateurs à la rédaction du rapport annuel.

- Sylvain Racette
- Suzie Lucas
- Alexandre Marion
- Julie Laberge
- Normand Lessard



## GOUVERNANCE

## Conseil d'administration de l'ADGSQ - ANNÉE 2024-2025

En conformité à nos règlements généraux, chacune des sections est représentée au conseil d'administration. De plus, nous avons 3 membres qui représentent spécifiquement les directions générales adjointes



**SYLVAIN RACETTE**  
DG - CSS de la Région de Sherbrooke  
Président  
Section Estrie



**SUZIE LUCAS**  
DG - CSS des Navigateurs  
Vice-présidente  
Section Québec



**ALEXANDRE MARION**  
DG - CSS des Hautes-Laurentides  
Trésorier  
Section Laval-Laurentides-Lanaudière



**KARINA ROY**  
DGA - CSS de la Beauport-Échemin  
Secrétaire  
Poste électif DGA



**MANON DUFOUR**  
DG - CSS des Draveurs  
Administratrice  
Section Outaouais



**PAUL ST-ONGE**  
DG par intérim - CSS Marguerite-Bourgeoys  
Administrateur  
Section Montréal



**JOSÉE SYNNOTT**  
DG - CSS des Chic-Chocs  
Administratrice  
Section Bas St-Laurent - Gaspésie-les-Îles



**CHRISTIAN LACOURSE**  
DG - CSS Sorel-Tracy  
Administrateur  
Section Montérégie



**PATRICE BOIVIN**  
DG - CSS du Pays-des-Bleuets  
Administrateur  
Section Saguenay-Lac-St-Jean



**NADINE DESROSIERS**  
DG - CSS de l'Estuaire  
Administratrice  
Section Côte-Nord



**MIKE HELM**  
DG - CS New-Frontiers  
Administrateur  
Représentant du secteur anglophone



**PASCALE GINGRAS**  
DGA - CSS de Montréal  
Administratrice  
Poste électif DGA



**JACK CHADIRDJIAN**  
DGA - CS English-Montréal  
Administrateur  
Poste électif DGA



**MICHEL LAPLACE**  
DG - CSS de la Baie-James  
Administrateur  
Section Abitibi-Témiscamingue et Nord du Québec



**MAUDE TRÉPANIÉRIE**  
DGA - CSS des Chênes  
Administratrice  
Section Mauricie-Centre-du-Québec



**NORMAND LESSARD**  
Directeur exécutif

**MERCI AUX MEMBRES DU CA POUR VOTRE ENGAGEMENT!**